

Contexte national : la France face à la crise de la COVID-19

La pandémie de Covid-19 s'est accompagnée d'une crise économique d'une ampleur considérable. Les mesures sanitaires mises en œuvre pour lutter contre la propagation du virus ont pesé sur l'activité mondiale, qui a reculé de 3,5% sur l'ensemble de l'année 2020 par rapport à 2019 selon le [FMI](#). Le PIB de la zone euro a enregistré un repli plus prononcé encore, de 6,8%.

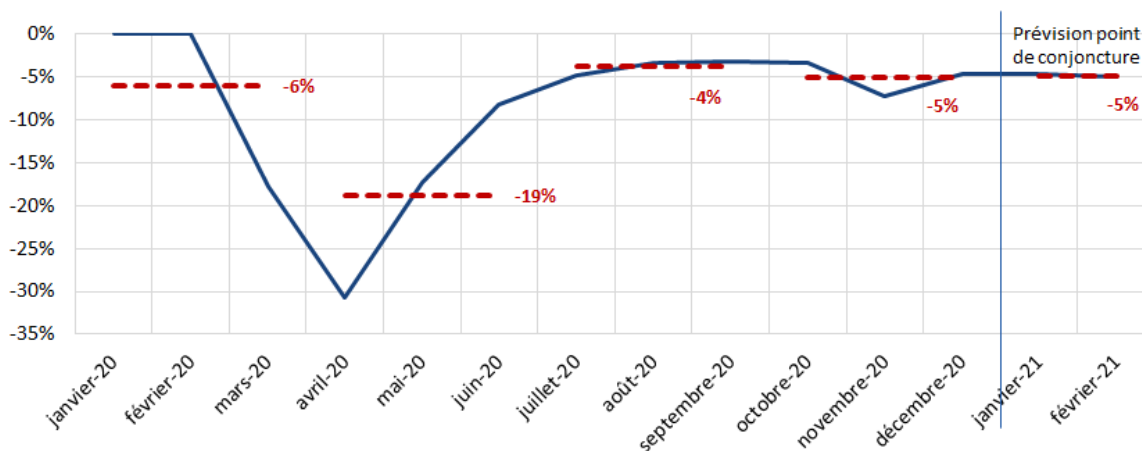
En France, le premier confinement, du 17 mars au 10 mai, a engendré une baisse brutale de l'activité. Le PIB a ainsi chuté de 5,9% au premier trimestre, puis de 13,7% au deuxième trimestre. Après avoir rebondi de 18,5% au troisième trimestre, le PIB a de nouveau chuté au quatrième trimestre sous l'effet du second confinement (du 30 octobre au 15 décembre), mais de manière plus contenue (-1,3%). Ainsi, au dernier trimestre de 2020, le PIB s'est établi 5,0% sous son niveau du dernier trimestre de 2019. Selon le [Point de conjoncture](#) publié par la Banque de France, **la quasi-totalité des secteurs de l'économie ont été touchés, mais de manière inégale**. L'industrie et le bâtiment ont surtout vu leur activité chuter lors du premier confinement, même si certains secteurs, tels que l'automobile ou plus encore l'aéronautique et les autres transports, présentaient toujours des niveaux d'activité très dégradés fin 2020. Les commerces et les services à la personne (notamment l'hôtellerie, la restauration et les activités culturelles et de loisir) ont été particulièrement touchés.

Au final, **l'économie française a connu en 2020 sa plus forte récession depuis la seconde guerre mondiale, avec une chute du PIB de 8,3% sur l'ensemble de l'année. L'inflation a ralenti**, avec une croissance annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé passant de **1,2% en 2019 à 0,5% en 2020**.

Les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2020 sont entourées d'une **incertitude particulièrement élevée**, dans la mesure où les développements macroéconomiques resteront dépendants de l'évolution des conditions sanitaires. Le scénario central, fondé sur l'hypothèse que l'épidémie ne s'aggraverait pas davantage et que le déploiement généralisé de vaccins ne serait pleinement effectif que vers fin 2021, suppose une croissance du PIB de 5% en 2021, 5% en 2022 et 2% en 2023. Des scénarios alternatifs présentent une croissance du PIB plus élevée (+7% en 2021) ou au contraire plus faible (-1% en 2021) selon les hypothèses retenues pour les conditions sanitaires. Dans le scénario central, le taux de chômage s'accroîtrait en 2021, à 10,7% après 8,5% en 2020, avant de refluer les années suivantes, à 9,5% en 2022 et 8,9% en 2023. L'inflation ne se redresserait que progressivement, avec une hausse de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé de 0,5% en 2021, comme en 2020, puis de 0,8% en 2022 et de 1,0% en 2023.

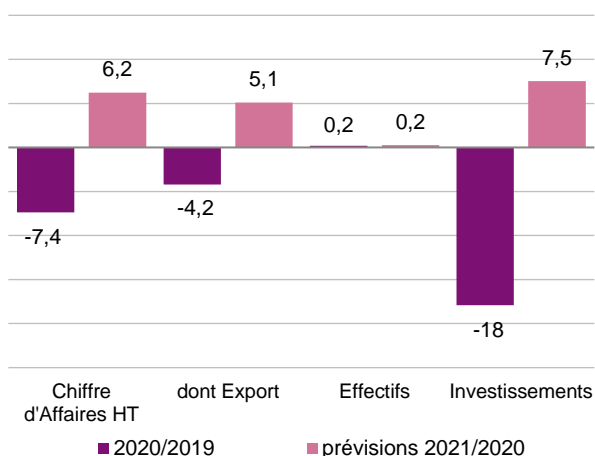
Dans ce contexte, **l'Eurosystème a continué d'assurer un soutien essentiel à l'économie de la zone euro à travers sa politique monétaire**. Les conditions de financement sont ainsi restées favorables pour les entreprises et les ménages de l'ensemble des pays de la zone.

Perte de PIB en France
(% écart au niveau pré-crise)



Source : Banque de France

Industrie (variations en pourcentage)

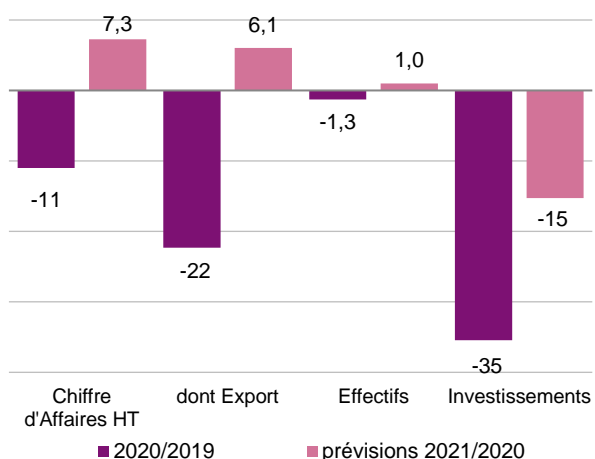


En 2020, la crise sanitaire a provoqué une chute brutale de l'activité. Suite aux différentes phases de confinement, une crise de l'offre et très rapidement de la demande tant nationale qu'internationale ont été observées. Au final, même si une certaine amélioration de l'activité a été visible sur le second semestre, l'industrie régionale demeure en fin d'année en deçà de son niveau normal. En 2021, avec la montée en charge de la vaccination, les chefs d'entreprises anticipent à ce stade, une reprise de l'activité, y compris sur les marchés internationaux, sursaut qui ne compenserait que partiellement les pertes d'activité de 2020.

L'emploi s'est globalement stabilisé en 2020 et ne devrait que faiblement évoluer en 2021.

Cette crise a provoqué un coup d'arrêt sur les dépenses d'investissement qui sont en forte baisse en 2020. Un rebond mesuré est anticipé en 2021 principalement sur des opérations de maintenance.

Services (variations en pourcentage)

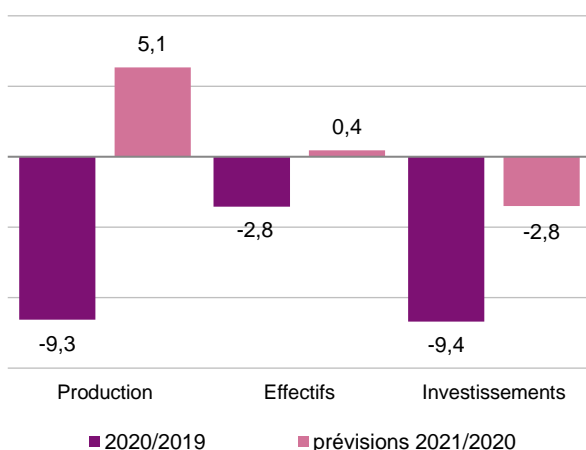


La pandémie de la COVID-19, a provoqué un recul historique de l'activité dans ce secteur économique prépondérant pour la région. Les transactions se sont effondrées en 2020 face à une demande nationale et internationale particulièrement faible. Si les opérations vaccinales se déroulent normalement, l'activité devrait se renforcer en 2021 aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Pour autant, cette évolution positive ne compenserait que partiellement la baisse des volumes d'affaires de 2020.

L'effet positif des mesures de chômage partiel a permis de sauvegarder une majorité d'emplois. En effet, seul le non renouvellement des CDD et intérimaires explique la baisse des effectifs en 2020. En 2021, la situation devrait s'améliorer progressivement.

En 2020, les dépenses d'investissement se sont inscrites en nette baisse, notamment dans les activités de transport. En 2021, les budgets seraient de nouveau réduits.

Construction (variations en pourcentage)



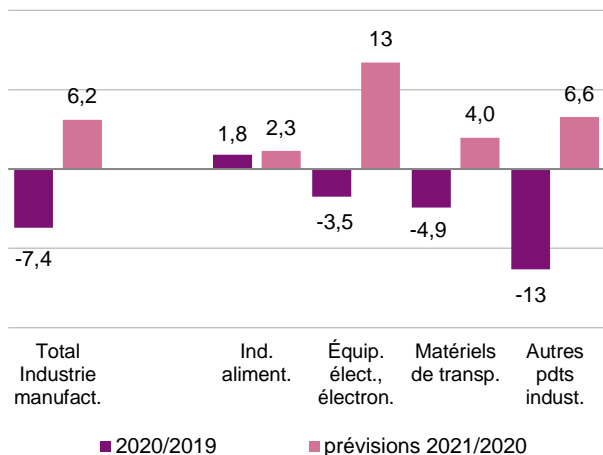
La crise sanitaire a occasionné l'arrêt quasi total des chantiers pendant 2 mois. Même si ce secteur a très rapidement recouvré en fin d'année un taux d'activité au regard de la normale proche des 96 %, l'effet « rattrapage » n'a pu être totalement possible. Au final, la production affiche un recul marqué en 2020. Dans l'attente du plan de relance, aussi bien en direction des travaux publics que du bâtiment, un effet report des chantiers en 2021 permettra d'entretenir encore les plans de charge au cours du premier semestre.

Dans ce contexte inédit, l'emploi se tasse en 2020 avec un plus faible recours aux CDD et à l'intérim. En 2021, les effectifs devraient globalement se stabiliser.

En 2020, les dépenses d'investissement sont en baisse aussi bien dans le bâtiment que les travaux publics. Dans un contexte encore incertain, les professionnels anticipent un tassement de moindre ampleur en 2021.

Le chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires 2020/2019 (en pourcentage)



En 2020, les chiffres d'affaires se sont repliés.

Dans un contexte fortement dégradé par la crise sanitaire, l'activité industrielle régionale a enregistré une baisse plus ou moins marquée dans la quasi-totalité des secteurs.

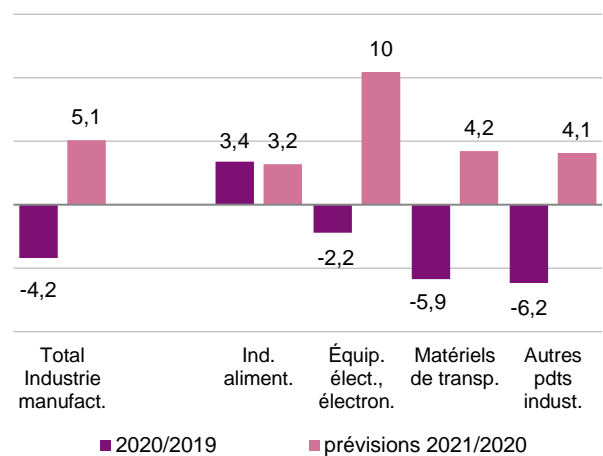
Un net recul est intervenu dans la fabrication des autres produits industriels et notamment dans la filière de la chimie. Le repli observé dans la fabrication de matériels de transport ainsi que dans les équipements électriques et électroniques est apparu moins prononcé.

Au final, seule la filière agroalimentaire a légèrement progressé.

Les prévisions tablent sur une amélioration graduelle de l'activité pour 2021.

Les exportations

Évolution des exportations 2020/2019 (en pourcentage)



En 2020, les échanges internationaux se sont réduits.

Les restrictions sanitaires ont largement pesé sur le marché extérieur.

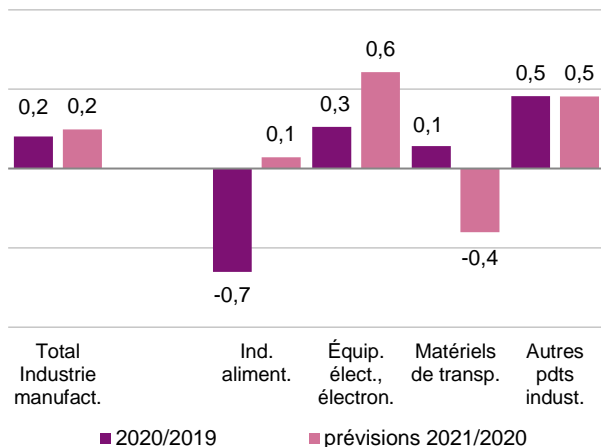
Dans ce contexte, une baisse des exportations plus ou moins significative a été enregistrée dans la majorité des secteurs, notamment dans la fabrication des autres produits industriels et dans celle des matériels de transports.

En revanche, les échanges sont restés actifs et se sont inscrits en hausse dans l'industrie agroalimentaire.

Une amélioration devrait se dessiner en 2021.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2020/2019 (en pourcentage)



En 2020, les effectifs se sont globalement maintenus.

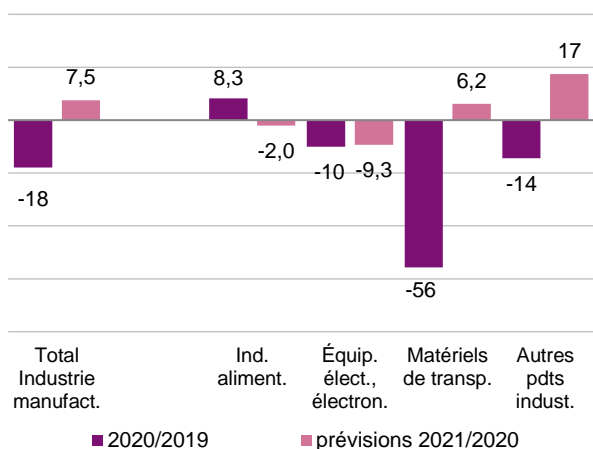
Le dispositif d'activité partielle mis en place dès le début de la crise sanitaire a permis de maintenir le niveau des effectifs permanents dans la majorité des secteurs.

Par ailleurs, le recours à l'intérim est apparu en nette baisse dans la plupart des cas.

La situation de l'emploi progresserait faiblement en 2021.

Les investissements

Évolution des investissements 2020/2019 (en pourcentage)



En 2020, les dépenses d'investissement ont fortement diminué.

Un recul des dépenses a été enregistré dans la fabrication de matériels de transport. Cette tendance est moins affirmée dans le compartiment de la fabrication des autres produits industriels et des équipements électriques et électroniques.

En revanche, les investissements immobiliers -mais également ceux affectés à la modernisation des équipements existants- sont apparus en nette hausse dans l'industrie agroalimentaire.

Une reprise modérée des investissements est attendue en 2021.

Bilan 2020/2019 (variations en pourcentage)

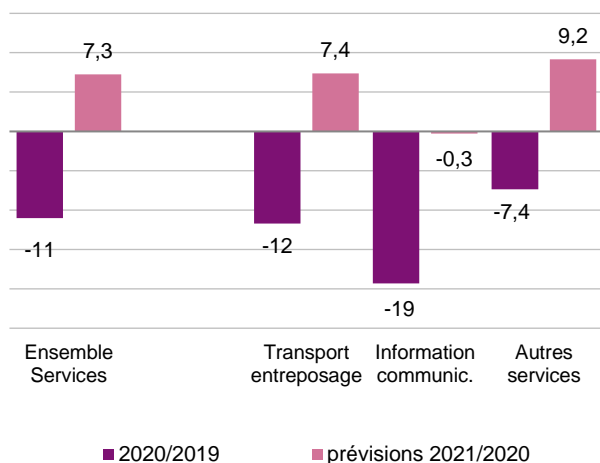
	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2020/2019				
Industrie alimentaire	1,8	3,4	-0,7	8,3
Équipement électriques, électroniques	-3,5	-2,2	0,3	-10
Matériels de transport	-4,9	-5,9	0,1	-56
Autres produits industriels	-13	-6,2	0,5	-14
Total industrie manufacturière	-7,4	-4,2	0,2	-18

Prévisions 2021/2020 (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2021/2020				
Industrie alimentaire	2,3	3,2	0,1	-2,0
Équipement électriques, électroniques	13	10	0,6	-9,3
Matériels de transport	4,0	4,2	-0,4	6,2
Autres produits industriels	6,6	4,1	0,5	17
Total industrie manufacturière	6,2	5,1	0,2	7,5

Le chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires 2020/2019 (en pourcentage)



En 2020, sous l'effet de la crise sanitaire, l'activité a fortement chuté.

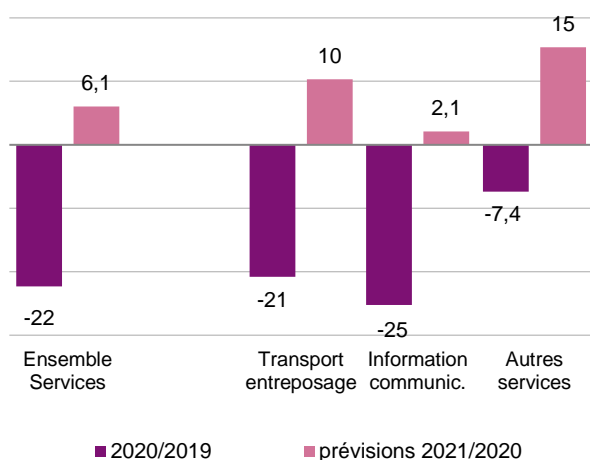
Face à une dégradation de la demande, les filières du transport et de l'information ont été particulièrement pénalisées.

Soutenus par des commandes ciblées, les autres services ont enregistré un ralentissement moins marqué.

Pour 2021, les perspectives demeurent encourageantes dans l'ensemble des secteurs sans toutefois espérer retrouver le niveau d'avant crise.

Les exportations

Évolution des exportations 2020/2019 (en pourcentage)



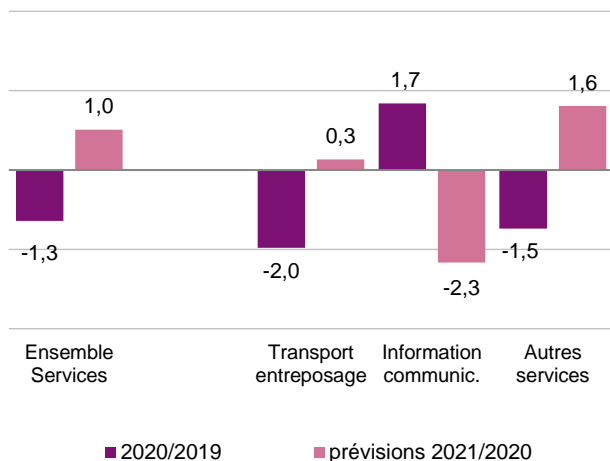
Face à la pandémie mondiale, les exportations ont enregistré une forte régression en 2020.

Les échanges commerciaux se sont inscrits en net recul dans les filières du transport et de l'information alors que la baisse est plus modérée dans les autres services.

L'ensemble des secteurs devrait observer une augmentation des volumes pour 2021.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2020/2019 (en pourcentage)



En 2020, les mesures de soutien à l'emploi ont permis de limiter la baisse des effectifs dans ce secteur important de l'économie régionale.

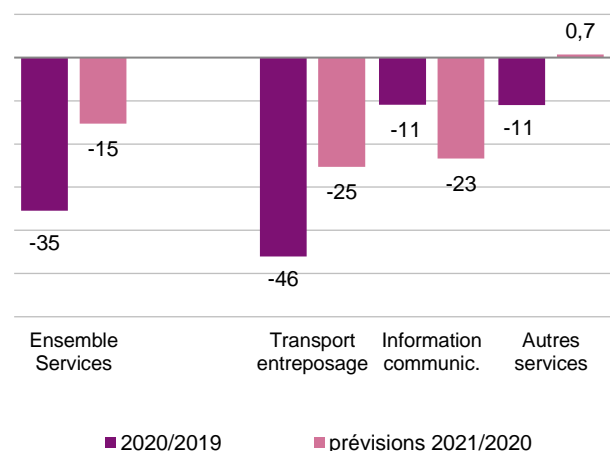
Hormis la branche de l'information et communication, qui a enregistré une légère progression de l'emploi, les autres filières se sont inscrites dans une tendance baissière.

Le personnel intérimaire a été beaucoup plus impacté par le ralentissement de l'économie et de nombreux contrats n'ont pas été renouvelés.

En 2021, les effectifs devraient partiellement se renforcer.

Les investissements

Évolution des investissements 2020/2019 (en pourcentage)



En 2020, les dépenses d'investissement ont été fortement corrigées à la baisse.

Le secteur des transports, significativement impacté par le ralentissement de la circulation tant des biens que des personnes, a fortement réduit les dépenses d'investissement programmées.

Dans les autres filières, la réduction des budgets est apparue de moindre ampleur.

Les professionnels anticipent un recul de l'investissement en 2021.

Bilan 2020/2019 (variations en pourcentage)

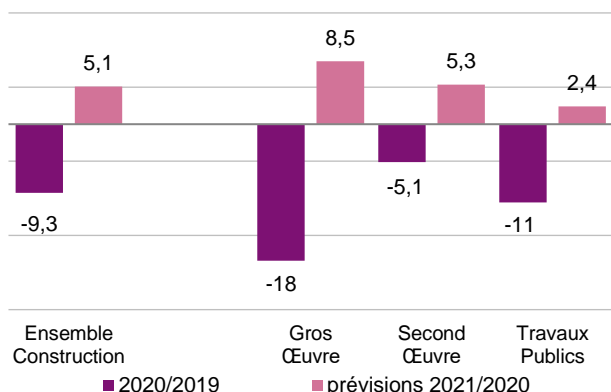
	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2020/2019				
Transport entreposage	-12	-21	-2,0	-46
Information communication	-19	-25	1,7	-11
Autres services	-7,4	-7,4	-1,5	-11
Total services aux entreprises	-11	-22	-1,3	-35

Prévisions 2021/2020 (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2021/2020				
Transport entreposage	7,4	10	0,3	-25
Information communication	-0,3	2,1	-2,3	-23
Autres services	9,2	15	1,6	0,7
Total services aux entreprises	7,3	6,1	1,0	-15

La production

Évolution de la production 2020/2019 (en pourcentage)



En 2020, la production s’est sensiblement ralentie.

À l’arrêt pendant plusieurs semaines lors du premier confinement, l’activité a été fortement pénalisée.

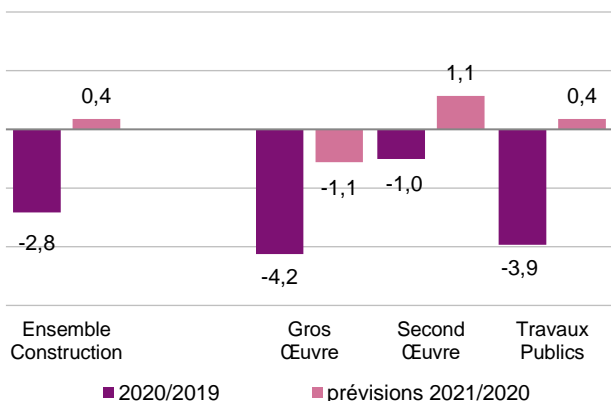
En dépit d’une amélioration progressive de la situation, les pertes enregistrées n’ont été que partiellement compensées. En parallèle, la demande globale s’est largement dépréciée.

Au final, une baisse plus ou moins significative a été enregistrée dans le gros œuvre et dans les travaux publics. Le second œuvre est quant à lui apparu légèrement moins affecté.

La sollicitation des capacités productives devrait progresser en 2021.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2020/2019 (en pourcentage)



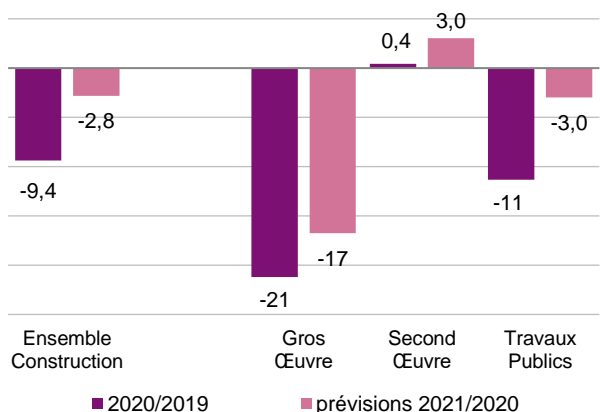
En 2020, la situation de l’emploi s’est dégradée dans l’ensemble des branches du secteur.

Le repli de l’activité a induit une baisse globale des effectifs, liée notamment au non renouvellement de certains contrats et au ralentissement du recours à l’intérim.

Une légère amélioration de l’emploi est attendue en 2021.

Les investissements

Évolution des investissements 2020/2019 (en pourcentage)



En 2020, les dépenses d’investissement ont enregistré un net recul.

L’arrêt de la production en début d’année a conduit les professionnels à revoir leurs dépenses à la baisse, tant dans le gros œuvre que dans les travaux publics.

En revanche, les budgets nécessaires au fonctionnement des chantiers ont été maintenus dans le second œuvre.

Face au climat d’incertitude, l’investissement se contracterait légèrement en 2021.

Bilan 2020/2019 (variations en pourcentage)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2020/2019			
Gros œuvre	-18	-4,2	-21
Second œuvre	-5,1	-1,0	0,4
Travaux publics	-11	-3,9	-11
Total construction	-9,3	-2,8	-9,4

Prévisions 2021/2020 (variations en pourcentage)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2021/2020			
Gros œuvre	8,5	-1,1	-17
Second œuvre	5,3	1,1	3,0
Travaux publics	2,4	0,4	-3,0
Total construction	5,1	0,4	-2,8

En début d'année, les succursales de la Banque de France de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur procèdent à une enquête auprès des chefs d'entreprises et d'établissements sur les résultats de l'exercice écoulé et les perspectives de l'année en cours.

Les données collectées dans des délais rapides portent sur les éléments suivants : les effectifs au 31 décembre (y compris le personnel intérimaire), le chiffre d'affaires total hors taxes, la production totale dans la construction, les exportations, les investissements corporels, quel que soit leur mode de financement (y compris par crédit-bail).

Pour l'enquête sur l'exercice 2020, le Secrétariat régional a traité les réponses de 954 entreprises, soit 179 783 emplois et 38,8 Milliards d'euros de chiffres d'affaires.

Les résultats sont présentés par référence à la classification de la Nomenclature d'Activités Française élaborée par l'INSEE (NAF rév. 2).

TERMINOLOGIE

Ind. aliment.	: Industries Alimentaires
Matériels de transp.	: Matériels de transport
Équip. élect.,électron.	: Équipement électrique et électronique
Autres pdts indust.	: Autres produits industriels
	<i>1. Textile-habillement chaussures</i>
	<i>2. Bois-papier imprimerie</i>
	<i>3. Industrie chimique</i>
	<i>4. Industrie pharmaceutique</i>
	<i>5. Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques</i>
	<i>6. Métallurgie et fabrication produits métalliques</i>
	<i>7. Autres industries manufacturières, réparation, installation</i>
Information communic.	: Information et communication
Autres services	: Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien
	<i>1. Activités juridiques et comptables, conseil de gestion, activités des sièges sociaux</i>
	<i>2. Activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques</i>
	<i>3. Recherche-développement scientifique</i>
	<i>4. Publicité et études de marché</i>
	<i>5. Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités vétérinaires</i>
	<i>6. Activités de location et location-bail</i>
	<i>7. Activités liées à l'emploi</i>
	<i>8. Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes</i>
	<i>9. Enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager, autres activités de soutien</i>

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES

sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

0512-EMC-UT@banque-france.fr

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse électronique de votre entreprise.